

Beyrouth, entre urbicide et conflits de culture

Dans cette ville éclatée, économiquement peu performante et politiquement marginalisée, le patrimoine et la culture sont réduits à leur composante folklorique ou nostalgique.

Michael F. Davie

La culture et le patrimoine, leur destruction ou leur défense, sont maintenant placés au cœur des débats identitaires nationaux, ethniques ou civilisationnels ; ils participent aux prises de position politiques par le biais de la recherche d'identités locales ou nationales ; ils s'imposent dans des choix économiques et justifient des campagnes de promotion touristique. En deux mots, les questions de culture et de patrimoine sont devenues incontournables, y compris dans un Liban chroniquement instable.

Culture et patrimoine sont avant tout des constructions façonnées par des individus ou des groupes qui les trouvent « utiles » dans la mise en place de stratégies de pouvoir, de gain, de positionnements sociaux ou identitaires. Ils sont indissociables de certains acteurs centraux, personnes, associations ou ONG. Et comme ces enjeux évoluent dans le temps, leur instrumentalisation sera nécessairement ancrée dans l'Histoire : ce qui a sens aujourd'hui au Liban ne l'avait pas nécessairement avant 1975 ou après la fin de la guerre civile (1990).

Partant de ces départs, le travail ci-après propose une lecture des prises de conscience culturelle et patrimoniale dans ce pays, de sa destruction et de sa défense tardive. Ainsi, les différentes actions de patrimonialisation au Liban sont le fruit de la convergence d'enjeux d'acteurs dans un contexte social et politique complexe. Rallier les associations de protection patrimoniale, ou promouvoir l'art, la musique ou la littérature, constitue une forme de discours identitaire, construite autour d'un retranchement derrière des valeurs « sûres ».

La fragilité de l'édifice politique libanais, assis sur un rapport de forces confessionnel, mettait régulièrement en veilleuse les projets de développement, d'aménagement urbain, les services publics de base ou la politique sociale, sans compter la culture. Formée d'une classe de fonctionnaires, de commerçants, de représentants des nouveaux métiers libéraux, la classe au pouvoir, issue de l'exode rural, avait imposé ses valeurs, ses goûts et surtout sa culture et ses préférences politiques. Farouche gardienne du libéralisme économique sans contraintes,

tout en maintenant en place des structures politiques archaïques du confessionnalisme, elle concevait plus la ville comme un objet à valeur marchande qu'un lieu d'ancrage identitaire, un melting-pot culturel, le creuset d'une culture nationale cosmopolite.

La période de prospérité d'avant-guerre avait coïncidé avec les grandes mutations urbaines ; elle était aussi l'œuvre d'acteurs non-beyrouthins, voire non-libanais, ouverts sur d'autres réseaux, notamment ceux du Golfe et de la péninsule arabique. Ainsi, les investisseurs saoudiens ont été des acteurs de la nouvelle morphologie des villes libanaises grâce au recyclage des capitaux issus du pétrole dans la construction. L'adoption par le Liban du capitalisme libéral a fait que l'espace matériel – le foncier – s'est réduit à un simple objet de spéculation, une marchandise au même titre que d'autres. Mais privées des cadres de solidarité et d'interaction, les portions de la société libanaise fraîchement installées en ville ont été contraintes de repenser leurs liens, leurs réseaux et leurs solidarités. En quelques mots, la société s'est fragilisée, remettant en question les allégeances réputées inébranlables, interrogeant les certitudes nationales, érodant les tolérances. C'est dans ce contexte que des mouvements sont nés autour d'un mot d'ordre : la « sauvegarde » de la culture et du patrimoine. Il s'agissait d'arrêter le temps, en préservant pour les générations futures un passé mythifié et réinterprété.

Patrimoine et quête d'identité

O bjet à la fois signifiant et signifié, tout patrimoine (matériel ou culturel) renvoie à une société qui l'a sémiologisé, dans un contexte daté et pour des besoins propres, ou qui se l'est réapproprié à un autre moment pour d'autres intérêts. Il convient donc de scruter les enjeux qui ont poussé certains acteurs sociaux à vouloir, d'une part, protéger des objets jugés dignes de l'être et sélectionnés en vue de leur transmission aux générations futures, et d'autre part, à rejeter d'autres. Selon les origines des groupes (beyrouthins de longue date, immigrés ré-

Michael F. Davie, professeur, Université François-Rabelais (Tours, France) et chercheur, UMR-CNRS 8185 Espaces, Nature et Société, Paris.



L'« Œuf », de l'architecte libanais Joseph Philippe Karam, dernier vestige de la guerre, au centre de Beyrouth. Novembre 2012. / ANN HERMES / THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR VIA GETTY IMAGES

cents, grande ou petite bourgeoisie, étrangers) cette action s'exprimera de manière différente : des grands festivals à résonnance internationale ou régionale, des manifestations culturelles plus ciblées aux plans confessionnels, sinon des actions plus discrètes, à portée locale.

À titre d'exemple, l'Association pour la protection des sites et anciennes demeures (APSAD), fondée au début des années soixante, a permis de saisir les logiques complexes qui traversaient à la fois son groupe fondateur, ses sympathisants et la société beyrouthine et libanaise préoccupée par la valorisation des bâtiments et des contextes urbains jugés exceptionnels par leur valeur esthétique, culturelle ou historique. Ses membres illustrent ce retranchement derrière des valeurs « sûres », proches d'un nationalisme consensuel de bon teint. Patrimonialiser exprimait la réaction de cette catégorie cultivée, occidentalisée et aisée face à l'érosion des repères de « sa » ville et de « son » monde déstabilisé par la construction nationale qui n'allait pas dans son sens. Alors, c'est un Liban édénique qui est proposé, un pays hors du temps, peuplé d'hommes foncièrement bons, pleins de sentiments d'accueil et de tolérance, ouverts sur le monde et réceptifs à la culture mondiale et à la modernité.

Le Festival international de Baalbek fut un autre exemple de cette convergence entre l'objet patrimonial (le site archéologique romain) et la culture (mu-

sique et danse). Là, les grandes troupes internationales de danse contemporaine ou de ballet, des orchestres symphoniques ou des musiciens de réputation mondiale se succédaient devant un parterre de connaisseurs. Mais l'environnement immédiat de ce festival, la ville de Baalbek et la plaine de la Békaa, lui était indifférent et étranger.

Urbicide et anéantissement culturel

La guerre libanaise (1975-1990) a mis un terme à l'action patrimoniale durant près de 20 ans. Signalons simplement que des villages entiers, des quartiers ou des monuments ont été détruits, souvent au nom de la revendication d'une identité étroite nécessitant l'éradication physique et symbolique de l'Autre. C'est également dans ces moments de confusion extrême que des sites naturels ont été saccagés : dans ces espaces la spéculation a été le moteur principal des économies locales et la question de la promotion culturelle n'était simplement pas rentable.

Ainsi, le centre-ville de Beyrouth fut la cible militaire principale des milices et des armées. Le bilan des 15 ans de guerre fut terrible au plan urbain, mais également au plan culturel : l'urbicide entraînait des déplacements forcés de populations, des destructions systématiques d'archives, d'œuvres d'art et de bâtiments emblématiques,

la disparition ou l'émigration d'artistes... Les quelques timides manifestations culturelles s'effectuaient dans des espaces excentrées par rapport à la ville, et dans des contextes sociaux nouveaux : les villages-refuges, les extensions de banlieues traversés par des identités aux résonances religieuses. La fin de centres urbains historiques, la privatisation et la bétonnisation du littoral, le saccage de forêts et la « modernisation » des villages ont fini par gommer les cadres culturels précédents.

La 'reconstruction' de la ville et de la culture

Curieusement, c'est avec la fin de la guerre et des projets de « reconstruction » que la culture et le patrimoine ont souffert le plus. Le désengagement total de l'État libanais de toute velléité d'organiser ou d'aménager le territoire confirme que l'espace national n'a qu'une seule valeur, la marchande. Les bâtiments et paysages, ainsi que la culture, ne se conçoivent que comme une source de profits pour des acteurs privés. Dans le court terme, la patrimonialisation se confond avec rentabilité d'activités ludiques mais camouflées derrière la « culture ».

Dans cette recherche de la maximalisation des profits, l'espace central de Beyrouth sera privatisé. La rente de situation, qui, auparavant, profitait à une multitude d'acteurs, se trouve accaparée par un petit groupe ; à la fois présent dans le monde politique local, appuyé par des puissances étrangères régionales, très impliqué dans les réseaux du capitalisme financier et d'investissement, le groupe impose sa propre lecture du monde à « sa » ville. Ainsi, Solidere, le groupe financier qui est le propriétaire du centre-ville de Beyrouth, a mis en avant la « culture » et le patrimoine pour justifier la préservation du petit quartier du Mandat français. Ici, le cadre urbain est identifié aux valeurs fortes de l'identité nationale ; on réinterprète l'ancien, proposant des pastiches kitsch aux acheteurs venus, pour l'essentiel, des pays du Golfe. Mais ailleurs dans la ville l'espace se négocie, bouleversant la skyline et l'espace du quotidien de l'homme ordinaire. Toujours au nom de la rentabilité, des sites archéologiques d'une importance capitale ont été rasés, et des lieux de sociabilité, comme les anciens souks, reconstruits en shopping malls. Bien entendu, la « culture urbaine unique » de Beyrouth est toujours mise en avant, insistant sur la continuité entre le passé d'avant-guerre et le futur, branché sur le monde désirable de la globalisation.

Déceptions face à la ville sans âme

Après un moment d'enthousiasme pour le projet de « reconstruction » du centre-ville, la petite et moyenne bourgeoisie de la ville s'est sentie soudainement concernée par la perte de l'âme de la ville. Le projet constituait une lecture particulière de la réalité et, en retour, créait cette réalité ; il interdisait de ce fait tout rêve. Alors, expositions, opérations de sauve-

garde, réhabilitations, publications et actions d'associations proposaient des formes de contre-culture, épousant les idées centrales du postmodernisme. Le débat autour de la culture et du patrimoine permettait de se démarquer de la banalité de la ville d'aujourd'hui, aux extérieurs pourtant très modernes.

La « maison aux trois arcs » et les bâtiments du Mandat, souvent de très grande qualité structurale et architecturale, sont maintenant prisés comme résidences principales. La réussite économique et l'insertion dans la ville seraient signifiées par l'installation dans une maison patricienne. Ailleurs, la culture se produit par des groupes créatifs très proches des courants occidentaux de pointe, par des individus aux orientations politiques, idéologiques ou sexuelles en marge. Alors, la musique « traditionnelle » attire des foules importantes lors des festivals d'été ; les restaurants rivalisent de cadres et de plats « traditionnels » ; l'architecture explore des thèmes orientalisants devenus soudainement très à la mode ; des objets de l'artisanat « traditionnel » trouvent leur place dans les maisons ; des colloques sont organisés sur l'architecture vernaculaire... Du coup, la culture est réinventée et prend d'autres formes. Parallèlement, il va sans dire que dans un environnement libanais caractérisé par un déficit flagrant d'idéologies ou de débat sociétal, se positionner sur un objet patrimonial ou culturel garantit une visibilité politique dans des groupes sociaux très fragmentés.

Malgré ces résistances timides, la ville et son passé sont péremptoirement réduits à une simple valeur marchande. Quand de rares portions de la ville sont préservées au nom d'une définition limitée et politiquement correcte du patrimoine, les objets sont réduits à des vitrines du néolibéralisme, des lieux de mise en scène dubaïenne de cette nouvelle élite mondialisée, et cela avec la complicité de professionnels – les architectes et les urbanistes – qui participent à la reproduction du système à la culture déficiente. La gentrification des quartiers péricentraux de Beyrouth en est un exemple.

Conclusion

Comme à Dubaï, Abou Dhabi, Doha ou Riyad, l'espace sert de support au spectacle, à la mise en scène des profits issus d'un capitalisme sans frontières, sans garde-fous, sans éthique, sans justice sociale et spatiale. Et surtout sans démocratie, car comme la culture, celle-ci n'a qu'une valeur marchande limitée. Dans cette ville éclatée, économiquement peu performante et marginalisée au plan géopolitique, le patrimoine et la culture, quand ils existent, sont réduits à leur composante folklorique ou nostalgique. L'amnésie sociale aidant, unie à l'absence d'une démocratie participative dans un système politique bloqué et d'une crise économique qui a laminé les classes moyennes, la prise en compte de la culture dans la construction du futur est réduite à sa portion congrue, déclassant encore plus cette capitale autrefois vibrante. ■